

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL 3503**

République Française  
Département du Doubs

De la commune de MISEREY-SALINES

Séance du 18 Janvier 2017

**NOMBRE DE  
MEMBRES**

En exercice : 19  
Qui ont pris part à la  
délibération : 11  
Votants : 16  
Absents excusés : 8  
Exclus : 0

L'an deux mille dix-sept, le dix-huit janvier à dix-huit heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Marcel FELT, Maire.

**Présents :**

Mesdames : Ada LEUCI - Monique ARDAIL - Christiane TILLY-  
Marjolijn COURBET

Messieurs : Denis JOLY- Bertrand SCHECK- Jean Pierre  
BONNETON - Frédéric COURTET-Damien ALGOET- Claude  
HAUSTETE

Date de la convocation :  
Le 11 Janvier 2017  
Date de l'affichage :  
Le 19 Janvier 2017

**Pouvoirs :** Dominique VAUCHEY à Monique ARDAIL, Jean  
Claude ROY à Jean Pierre BONNETON, Gabrielle FERRAO à  
Denis JOLY, Cynthia PLAGNOL à Marcel FELT, Sylvie  
CHAINEL à Claude HAUSTETE

**Absents Excusés :** Dominique VAUCHEY, Jean Claude ROY,  
Gabrielle FERRAO, Cynthia PLAGNOL, Patricia ESTAVOYER ,  
Sylvie CHAINEL, Michel LAMBEY, Arnaud PERROUD

**Secrétaire de séance :** Denis JOLY

**Arrêt du projet de révision allégée du PLU et Bilan de la concertation publique**

M. le Maire rappelle au Conseil municipal que la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été effectuée en application de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, à quelle étape de la procédure elle se situe, et précise les phases de la procédure qui sont à venir. Il ajoute que chaque membre du Conseil municipal a pu librement, préalablement à cette réunion, consulter les pièces du dossier, lequel comprend un rapport de présentation, une étude d'entrée de ville, la décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas et le bilan de la concertation publique, lequel est présenté ci-après.

Il rajoute que la révision du PLU a donné lieu, en application de la législation en vigueur, à plusieurs études spécifiques proportionnées à l'objet de la révision, dont un diagnostic floristique zone humide, une étude pédologique zone humide, un diagnostic environnemental, un dossier de demande d'examen au cas par cas et une étude d'entrée de ville. Il précise que l'objet unique du projet porte sur la modification de règles et des orientations d'aménagement applicables à la zone 1AUy située au lieudit « La Lye », notamment les prescriptions en matière de reculs imposées pour l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, reculs, avant révision du PLU, trop importants pour garantir un aménagement cohérent et rationnel de la zone, et favoriser la densification de l'espace à urbaniser.

Il ajoute que le zonage 1AUy à vocation à favoriser le développement économique à l'échelle communale, mais aussi à celle de l'intercommunalité, que la zone 1AUy, objet du projet, est la dernière grande zone non urbanisée prévue au PLU, qu'elle permet une continuité urbaine dans l'organisation des espaces de la Zone d'Activité Économique (ZAE) de l'Espace Valentin, en comblant un vide entre du zonage Uy, et en dynamisant un secteur en cours de réorganisation viaire par la mise à 2x2 voies de la N 57. Il rajoute que la révision a pris en compte la sensibilité paysagère de cette zone, au sens qu'elle est exposée aux vues extérieures depuis l'autoroute et le village et qu'elle est positionnée à la croisée de passages d'accès au village de Miserey-Salines, entrée sud et la future entrée est.

M. le Maire rappelle les principaux objectifs de cette révision, lesquels portent sur le soutien à la poursuite du développement de la ZAE de l'Espace Valentin, la réduction de l'étalement urbain par la densification des espaces, en l'occurrence la zone 1AUy située au lieudit « La Lye », et l'optimisation de l'insertion d'un projet d'aménagement dans son environnement.

Il précise que ces objectifs s'inscrivent dans la dynamique des orientations du SCoT, ce dernier cherchant à renforcer l'attractivité commerciale du territoire via les zones d'envergure départementale et extra départementale que constituent le centre-ville de Besançon et les zones de Châteaufarine, Valentin et les Marnières ; il ajoute que le SCoT encourage la solidarité territoriale afin que toutes les communes participent à un effort d'économie de l'espace, et ce afin de satisfaire à des impératifs supérieurs, tels que la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers pour préserver la biodiversité, les écosystèmes, les ressources naturelles, les paysages, répondre au défi alimentaire ou encore lutter contre le réchauffement climatique, ou encore la diminution de la pollution des transports pour réduire les émissions de CO2 dans l'atmosphère et donc lutter contre le réchauffement climatique.

Il rajoute que le SCoT, à propos des zones anciennes, dont la ZAE de l'Espace Valentin fait partie, devront faire l'objet d'opérations de requalification et de réorganisation avec la recherche d'une meilleure desserte en transports en commun, l'amélioration de leur organisation, une amélioration de leur effet « vitrine » en particulier lorsqu'elles se trouvent localisées en entrée d'agglomération ou en coeur de ville, et qu'une attention particulière doit être accordée à la qualité des aménagements paysagers.

Il ajoute qu'au regard du PADD, dont les quatre orientations générales sont « Inciter à la diversification de l'habitat », « Renforcer et sécuriser les modes de déplacement doux », « Assurer la valorisation des paysages et conserver les espaces d'intérêt pour l'agriculture » et « Prendre en compte les nuisances et les risques », le projet de révision ne contrarie pas ses orientations générales et ne porte pas atteinte à son économie générale.

M. le Maire complète son exposé en précisant que l'impact du projet sur les espaces agricoles, les espaces boisés, l'environnement, dont le réseau Natura 2000, les paysages, les risques naturels, technologiques et sanitaires, et sur la pollution atmosphérique a été mesuré, et que le rapport de présentation du dossier de révision en précise les résultats, que globalement l'impact ne sera pas significatif.

Il ajoute qu'un Examen au cas par cas a été instruit par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de Bourgogne Franche-Comté, que sa décision stipule que la révision du PLU de Miserey-Salines n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme.

M. le Maire rajoute que suite à l'arrêt du projet, interviendra l'examen conjoint de l'État, de la commune, et des personnes publiques associées prévu à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, puis l'enquête publique prévue à l'article R.153-12 du même code.

Le Conseil municipal examine à nouveau le projet, les pièces du dossier, et les éléments relatifs à la concertation publique.

En application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal tire le bilan de la concertation prévue à l'article L.103-2 du même code.

Ce bilan est le suivant :

- Une publication d'un avis informant de la prescription de la procédure de révision du PLU a été effectuée le 7 octobre 2016 dans le journal « La Terre de Chez Nous » ;
- Une information relative à la prescription de la procédure de révision du PLU a été faite dans le journal municipal « Flash Info » distribué semaine 41 dans toutes les boîtes aux lettres de Miserey-Salines ;
- La délibération du Conseil municipal du 28 septembre 2016 relative à la prescription de la procédure de révision du PLU a été affichée sur le panneau d'affichage habituel situé à la mairie ;
- Pendant toute la durée de l'élaboration du projet, un registre destiné à recueillir les observations du public a été mis à disposition en mairie ;
- Pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les documents d'études, au fur et à mesure de leur production, ont été mis à disposition de la population en mairie.

Aucun écrit n'a été porté sur le registre et aucun courrier d'habitants, d'associations locales ou du public, relatif à la révision du PLU, n'a été reçu en mairie ou porté à la connaissance du Maire.

Aucune personne n'a sollicité la tenue d'une réunion ou d'un débat public.

En conclusion, les modalités de la concertation publique prévues par le Conseil municipal dans sa délibération du 28 septembre 2016 ont été respectées.

Le Conseil municipal note que l'information du public a été faite avec la volonté de transparence des décisions politiques.

Il constate que le projet de révision du PLU n'a soulevé aucune contestation, et qu'aucune proposition ou observation n'a été effectuée par la population.

Il conclut que cette concertation a permis de révéler que la population n'est pas défavorable à la révision du PLU ni aux objectifs poursuivis par la commune, lesquels sont précisés dans la délibération du 28 septembre 2016.

Le Conseil municipal considère donc que le projet de révision du PLU est concordant avec les attentes des Miseroulets.

Le bilan de la concertation, avec ses pièces annexes, constitue un document, lequel est joint au dossier de révision du PLU.

En application de l'article L.103-4 du code de l'urbanisme, les éléments consignés dans le cadre de la concertation sont conservés en mairie.

**Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire, examiné le projet de révision du PLU, délibéré sur le bilan de la concertation publique,**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-1 et suivants et R.153-1 et suivants ;

Vu la délibération du 30 janvier 2008 approuvant l'élaboration du PLU, et les délibérations subséquentes approuvant les modifications du PLU ;

Vu la délibération du 28 septembre 2016 prescrivant la révision du PLU, définissant les objectifs poursuivis par la commune et fixant les modalités de la concertation ;

Vu le bilan de la concertation publique tiré ci-dessus ;

Vu le dossier de révision du PLU, comportant un rapport de présentation et ses annexes, une étude d'entrée de ville avec ses annexes, la décision de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas et le bilan de la concertation.

#### **Le Conseil municipal décide à l'unanimité**

1. D'arrêter le projet de révision du PLU de la commune de Miserey-Salines tel qu'il est annexé à la présente ;
2. De valider le bilan de la concertation tel qu'il est exposé ci-dessus et joint au dossier de révision du PLU ;
3. De donner accord au Maire pour soumettre le projet de révision du PLU à enquête publique.

La présente délibération, accompagnée d'un dossier de révision du PLU, sera transmise à M. le préfet du département du Doubs.

Le projet de révision du PLU arrêté par le Conseil municipal est tenu à la disposition du public à la mairie.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Les pièces du dossier sont consultables sur le site internet : <http://misereysalinesplu.fr/> dès l'ouverture de l'enquête publique.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.



Le Maire.  
Marcel FELT

